



ASSEMBLÉE NATIONALE

15ème législature

situation des migrants en Libye

Question au Gouvernement n° 311

Texte de la question

SITUATION DES MIGRANTS EN LIBYE

M. le président. La parole est à M. Max Mathiasin, pour le groupe du Mouvement démocrate et apparentés.

M. Max Mathiasin. Cette question s'adresse au Premier ministre. Elle s'adresse à toute la représentation nationale, à la France, pays des droits de l'Homme, aux femmes et aux hommes d'aujourd'hui, et à la postérité. Sur la planète, il y a des passés qui n'en finissent pas de passer. J'ai connu ma grand-mère, qui m'a raconté son grand-père. Il est né en Afrique, en homme libre. Il a été capturé et vendu. Il est arrivé en Guadeloupe en esclave. Il est mort après l'abolition de l'esclavage. Et cela se passait dans une colonie française.

D'aucuns pensent que la traite d'êtres humains et l'esclavage ont disparu au XIXe siècle, mais il n'en est rien. Aujourd'hui, en Libye, des migrants africains, en route vers l'Europe, sont vendus aux enchères comme esclaves par des trafiquants. C'est cette tragédie que vient de révéler au monde la chaîne américaine CNN, dans un reportage qui glace le sang. Alors, pour moi, comme pour beaucoup de nos compatriotes des outre-mer et de l'hexagone, cette réalité fait partie de ma mémoire, de notre mémoire, de ma vie, de notre vie et de la culture qui nous façonne tous.

Mes chers collègues, n'est-ce pas dans cet hémicycle même qu'a été votée, en 2001, la loi tendant à la reconnaissance de la traite et de l'esclavage en tant que crime contre l'humanité ? (*Applaudissements sur tous les bancs.*) La France et l'Union européenne doivent réagir face à ce drame humanitaire insoutenable qui sévit en Libye et dans d'autres pays, que nous connaissons.

Monsieur le Premier ministre, comment la France, pays des droits de l'Homme, va-t-elle intervenir pour faire cesser au plus vite ces horreurs ?

M. Philippe Vigier. Très bien !

M. Max Mathiasin. Il s'agit là d'une urgence absolue ! (*Applaudissements sur tous les bancs. – Mmes et MM. les députés des groupes MODEM, REM, LC, NG, FI et GDR, et plusieurs députés du groupe LR se lèvent et applaudissent longuement.*)

M. le président. La parole est à Mme la ministre chargée des affaires européennes.

Mme Nathalie Loiseau, ministre chargée des affaires européennes. Monsieur le député, les faits que vous dénoncez avec éloquence et émotion sont en effet abominables. Aujourd'hui, au XXIe siècle, en Afrique, des hommes, des femmes et des enfants, déjà fragiles parce qu'ils fuient la guerre ou la misère, sont exploités, maltraités, violentés, et leur dignité humaine est bafouée. Les images qui ont fait le tour du monde sont

terrifiantes. Elles interpellent nos consciences et nous appellent à la responsabilité.

La responsabilité, c'est d'éviter à ces populations ce voyage au bout de l'enfer, en prenant en charge au plus près de leur pays d'origine ceux qui relèvent manifestement du droit d'asile. C'est ce que l'Office français de protection des réfugiés et apatrides – OFPRA – a commencé à faire au Niger.

La responsabilité, c'est de travailler sans relâche à la lutte contre les passeurs, ces négriers modernes qui ne reculent devant rien et sont uniquement animés par l'appât du gain. N'ayez aucun doute quant à notre détermination sur ce point.

Mais plus profondément, vous avez raison, monsieur le député, notre responsabilité est de contribuer à ce que la jeunesse d'Afrique trouve sur le continent des raisons de croire à son avenir. La France prend toute sa part dans l'aide au développement du continent africain. Notre aide à l'Afrique est robuste et ancienne.

Dans quelques jours, l'Europe et l'Afrique se réuniront à Abidjan, à l'occasion du sommet entre l'Union européenne et l'Union africaine où la question des migrations sera à l'ordre du jour. C'est ensemble, Europe et Afrique, que nous pourrons façonner un nouveau destin pour notre continent. C'est avec une même détermination qu'Européens et Africains devront éradiquer cette forme moderne d'esclavage, proprement insupportable, et combattre tous ceux qui y prêtent leur concours. (*Applaudissements sur plusieurs bancs du groupe REM.*)

Données clés

Auteur : [M. Max Mathiasin](#)

Circonscription : Guadeloupe (3^e circonscription) - Mouvement Démocrate et apparentés

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 311

Rubrique : Politique extérieure

Ministère interrogé : Affaires européennes

Ministère attributaire : Affaires européennes

Date(s) clé(s)

Question publiée au JO le : [22 novembre 2017](#)

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le [22 novembre 2017](#)